|  |  |
| --- | --- |
| **C:\Users\DIAO\Downloads\Armoirie Guinea-new.svg (1).png** | **C:\Users\mamadou.saliou.diall\AppData\Local\Microsoft\Windows\Temporary Internet Files\Content.Word\PNUD_Logo-Bleu-Tagline-Bleu copie.jpg** |
| **NOTE CONCEPTUELLE POUR LA PREPARATION DE SCHEMAS DIRECTEURS REGIONAUX D’AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE** | |

1. **INTRODUCTION**

Avec une superficie de 246 000 km2 et près de 300Km de Côtes Atlantiques, la République de Guinée, pays d’Afrique de l'Ouest, fait frontière avec 6 pays qui sont le Sénégal, le Mali, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, le Liberia et la Côte d'ivoire. Le pays est subdivisé en quatre grandes régions naturelles (Basse Guinée, Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière) avec des spécificités géographiques complémentaires leur offrant d’importants atouts de développement. Indépendante depuis 1958, soit six décennies, le pays dispose d’importantes ressources naturelles réparties sur tout le territoire. La Guinée détient environ 2/3 des réserves mondiales de bauxite, abrite les gisements de fer parmi les plus importants au monde et dispose de nombreuses autres potentialités minières comme le diamant, le plomb, le zinc, l'argent, l'uranium, le cobalt, le nickel et le platine.

L’hydrographie est abondante et de nombreux grands cours d'eau d’Afrique de l’Ouest (Niger, Gambie, Sénégal) prennent leur source en Guinée, ce qui fait de ce pays le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest. Une saison sèche s’alterne avec une saison humide d’environ 6 mois avec une pluviométrie abondante variant entre 1 100 et 4 000 mm par an. Le réseau hydrique est constitué de 23 bassins versants dont 14 internationaux, de 188 milliards de m3 d’eau de surface, 72 milliards de m3 d’eau souterraine, et de 400 milliards de m3 d’eau en apport pluviométrique[[1]](#footnote-1). Le potentiel hydroélectrique, estimé à 6 000 MW, est réparti sur tout le territoire national. Le potentiel agricole est l’un des plus importants d’Afrique de l’Ouest. Le pays possède environ six millions d’hectares de superficie cultivable dont 20% seulement sont mises en valeur en culture pluviale.

Le potentiel halieutique exploitable se situe entre 150 000 et 250 000 de tonnes de poissons par an. Les autres ressources halieutiques et hydro-biologiques sont estimées entre 1 000 et 2 000 tonnes de crevettes, entre 5 000 à 10 000 tonnes de céphalopodes. En eaux continentales, les données disponibles attestent que le potentiel annuel exploitable est de l’ordre de 12 000 tonnes.[[2]](#footnote-2) Sa population est estimée en 2014 à 10.523.261 d’habitants avec une majorité (52%) de femmes et croit au rythme annuel de l’ordre de 3%.

Malgré ses immenses potentialités naturelles, la Guinée est un Etat fragile figurant parmi les pays les moins avancés. Selon le rapport mondial sur le développement humain 2016 publié par le PNUD, la Guinée est classée 183ème /188 contre 187ème en 2013.

1. **CONTEXTE**

Certes le pays a réalisé d’importants progrès dans le domaine de l’accès à l’éducation et de la santé, mais aucun OMD n’a été atteint en fin 2015. Ce bilan est en majeure partie imputable au système de gouvernance qui a engendré de nombreuses crises ayant fragilisé les institutions publiques et limité les capacités du pays à mobiliser les investissements et le savoir-faire nécessaires à sa transformation économique et sociale.

C’est avec ce bilan que la Guinée, à l’instar des autres Nations du monde, s’est alignée sur le nouvel agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD) ainsi que sur l’agenda 2063 de l’Union Africaine (UA).

L’agenda 2030 repose sur un programme universel articulé autour de 17 Objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles pour la période 2015-2030. Ce programme vise à : (i) éradiquer la faim et l’extrême pauvreté, (ii) réduire les inégalités au sein des États et entre États, (iii) atteindre l’égalité entre hommes et femmes, (iv) améliorer la gestion de l’eau et de l’énergie et (v) agir vite contre le changement climatique. Selon les analystes, la réalisation de ces objectifs coûterait entre 3.300 et 4.500 milliards de dollars par an.

Pour être au rendez-vous de cet important agenda à l’horizon 2030, le Pays s’est doté d’une Vision d’une Guinée Emergente à l’Horizon 2040, avec l’appui des PTF, notamment le PNUD en partenariat avec la BAD.

En cohérence avec la Vision 2040, le Gouvernement a bâti un Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) comme instrument de mise en œuvre quinquennale de ladite vision. Le PNDES, formellement adopté par l’Assemblée Nationale[[3]](#footnote-3), est désormais l’unique document de référence pour toutes les interventions du Gouvernement et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) en matière de développement au cours de la période 2016/2020. Le PNDES est bâti autour de quatre (4) piliers complémentaires à savoir, (1) la promotion de la bonne gouvernance au service du développement durable, (2) la transformation économique durable et inclusive, (3) le développement inclusif du capital humain et (4) la gestion durable du capital naturel. Aligné sur les ODD et, misant dans un premier temps sur les mines, l’énergie et l’agriculture, le PNDES s’est fixé comme objectif global de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens, opérer la transformation structurelle de l’économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable.

Dans la même dynamique, le Gouvernement a entamé depuis 2016, la mise en œuvre du New Deal comme cadre accélérateur de l’atteinte des ODD et des objectifs du PNDES. A ce titre, en 2016, un rapport national d’évaluation de la fragilité du pays a été élaboré et validé. Dans ce rapport, le spectre de fragilité de la Guinée a été conçu sur la base des performances du pays, de manière participative et en impliquant toutes les parties prenantes des différents secteurs. Les résultats de ce rapport ont été pris en compte dans l’élaboration du PNDES.

Dans le cadre de la mobilisation de ressources financière, le Gouvernement guinéen a organisé en novembre 2017 à Paris, une réunion du Groupe Consultatif sur le financement du PNDES. Cet évènement a permis d’obtenir des promesses de financement de plus de 21 milliards de dollars US.

Pour assurer l’efficacité de la mise en œuvre du PNDES, le Gouvernement envisage de conduire à court et moyen terme, avec l’ensemble des acteurs du développement à la base et de manière participative, un processus de régionalisation du PNDES. En effet, la déclinaison du PNDES au niveau des régions administratives du pays permet de prendre en compte les spécificités de chacune d’elles et d’accélérer de manière convergente l’atteinte des objectifs du PNDES. Les quatre régions naturelles du pays (Basse Guinée, Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée Forestière) ont chacune des spécificités naturelles et des potentialités économiques différentes, riches et variées.

Pour renforcer la décentralisation, le pays s’est doté d’un code des collectivités locales (CCL) et a élaboré une Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local (LPN-DDL). Dans le cadre de la mise en œuvre de la LPN-DDL, le Gouvernement a élaboré un Programme National d’Appui aux Communes de Convergence (PNACC) dont l’objectif est de créer un environnement favorable à la consolidation de la décentralisation et de la gouvernance locale.

Dans le domaine de la gestion de l’habitat, le Pays s’est doté depuis 2012, d’une Politique Nationale de l’Habitat appelée « Habitat Vision 2021 ». L’objectif principal de cette politique est d’harmoniser les interventions dans le secteur de l’aménagement du territoire, du foncier, de l’urbanisme et de l’habitat et de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions programmées dans les stratégies et les plans opérationnels définis. Dans la même dynamique, le Gouvernement a élaboré une stratégie nationale du logement social dont la finalité est d’assurer un logement décent pour tous.

Même si aucune évaluation de la mise en œuvre de ces politiques et stratégies n’est disponible à date, la situation actuelle du secteur reste marquée entre autres, par l’insécurité foncière, une urbanisation non maîtrisée, une occupation anarchique du patrimoine de l’Etat, la faible capacité de gouvernance du secteur.

1. **PROBLEMATIQUE**

La Guinée est un pays ayant une forte tradition planificatrice. Depuis les années 2000, le pays a élaboré et mis en œuvre trois (3) générations de documents de stratégies de réduction de la pauvreté (les DSRP 1, 2 et 3) et un plan quinquennal de développement de 2011 à 2015.

En 2015, après l’arrivée à échéance du DSRP 3 et du Plan quinquennal, le Gouvernement de la troisième République a décidé d’actualiser le cadre de planification national en élaborant les documents évoqués plus haut c’est à dire la Vision 2040 et le PNDES 2016-2020 qui constituent désormais les documents uniques de référence en matière de prospection et de planification stratégiques.

Si au niveau national, le PNDES constitue la référence unique de toutes les interventions des PTFs en matière de développement, au niveau local, le Plan de Développement Local (PDL) est consacré par le CCL comme le document de référence. Cependant, entre ces deux niveaux il n’y a pas d’alignement stratégique des ressources investies pour faire face aux besoins exprimés et répondre aux objectifs nationaux. En effet, le PNDES et les PDL, ne sont pas véritable mis en relation et aucune passerelle n’a été formellement établie pour garantir un développement harmonieux du pays.

De même, l’élaboration du Programme d’Investissement Public (PIP) repose le plus souvent sur la définition d’enveloppes sectorielles ne prenant pas en compte la dimension spatiale de la programmation et ne résultant pas d’un processus de planification intégrée et multisectorielle au niveau local et régional qui s’appuierait sur une approche inclusive et participative. Il n’y a pas une véritable cohérence entre l’expression des besoins qui constitue la demande régionale et locale souvent non cadrée et la planification nationale souvent préoccupée et influencée par les logiques sectorielles.

Dans le contexte de la Guinée, le choix du niveau d’entrée optimal dans le processus de planification socio-économique des investissements publics, est un réel défi car plusieurs choix s’offrent au planificateur à savoir : le village, le district, la sous préfecture, la préfecture, la région administrative et la région naturelle. Mais si l’on prend en compte la dimension aménagement du territoire et développement économique, la région demeure l’échelon le plus optimal. En effet, la région naturelle est le niveau qui permet d’assurer la réalisation simultanée des cohérences partielles (sectorielles et spatiales) et des cohérences globales. Même si la région n’est pas une somme de problématiques préfectorales, elle constitue un échelon intermédiaire très utile entre les niveaux central et local et correspond à un niveau supérieur ayant un fonctionnement spécifique impliquant une nouvelle définition de la hiérarchie des contraintes et surtout des propositions d’actions pour un développement harmonieux et durable du pays. Le défi est alors de mettre fin au déséquilibre territorial en termes de répartition spatiale des ressources gouvernementales, de la population, d’infrastructures socio-économiques de base et d’accès aux services (santé, éducation, sportives, autres services, etc.), d’infrastructures structurantes (transports, énergie, assainissement, etc.), d’emplois et d’activités professionnelles.

En somme, le principal enjeu est de parvenir, dans chacune des régions, à une optimisation de la mise en valeur des potentiels, d’une utilisation des ressources plus stratégique, d’une meilleure articulation des réponses aux problématiques d’aménagement du territoire et de planification du développement.

Pour relever ces nombreux défis, le Gouvernement envisage d’élaborer des schémas directeurs régionaux d’aménagement et de développement durable (SRAD) et des Plans Régionaux de Développement (PRD). Les schémas directeurs régionaux d’aménagement et de développement durable (SRAD) opérationnalisent au niveau décentralisé la vision 2040 d’une Guinée émergente en établissant une feuille de route spécifique pour chaque région en fonction de ses caractéristiques et aspirations propres. Les Plans Régionaux de Développement (PRD) sont des plans triennaux glissants d’investissements alignés sur les objectifs et stratégies définies dans le PNDES et qui s’appuient sur les directives spécifiques et priorités identifiées pour chaque région par les schémas directeurs régionaux d’aménagement et de développement durable (SRAD).

L’ambition des SRAD est jeter les bases d’un système national de planification socio-économique et de budgétisation annuelle des investissements publics à l’échelle des régions du pays.

Il est important de rappeler qu’entre 1986 et 1992, avec l’appui du PNUD, le Gouvernement avait élaboré et mis en œuvre une expérience similaire dont les résultats, au regard de trente années d’évolution du pays et du contexte actuel, ne sont plus pertinents.

1. **OBJECTIFS ET METHODOLOGIE**
   1. **Objectifs**

Les problématiques « Aménagement du territoire » et « Planification stratégique du développement » sont intimement liés et ont des axes d’intervention complémentaires qui convergent à une même finalité à savoir offrir les meilleures conditions de vies aux populations dans leur espace vital.

Le Schéma Régional d’Aménagement et de Développement Durable (SRAD) est un document de planification et de prospection qui définit les lignes directrices de l'organisation physique du territoire dans la perspective de mettre en valeur ses ressources et d’améliorer le cadre de vie et les conditions d’existence des habitants tout en réduisant les disparités. Il permet de positionner l’aménagement du territoire au cœur des politiques publiques en vue de jeter les bases d’un développement économique et social efficient et durable.

Les SRAD visent à corriger les déséquilibres territoriaux à travers une planification spatiale judicieuse des activités économiques, la mise en cohérence des réseaux d’infrastructures et d’équipements, ainsi qu’une exploitation rationnelle des ressources de façon à offrir à chaque citoyen les conditions d’une vie meilleure.

Le SRAD devra aborder de manière cohérente et inclusive des thématiques pertinentes pour chacune des régions, notamment les infrastructures et transport, l’eau, l’hygiène et l’assainissement, l’énergie, l’agriculture, les mines, l’éducation et l’emploi.

Comme indiqué plus haut, le PRD va être l’instrument d’opérationnalisation triennal glissant du SRAD. Il établit en fait, la feuille de route et contient les actions prioritaires à mettre en œuvre dans les différents domaines abordés par le SRAD.

* 1. **Méthodologie**

La méthodologie d’élaboration des SRAD repose sur une approche participative et inclusive, impliquant tous les acteurs à tous les niveaux, central, déconcentré et décentralisé.

Dans un premier temps, un diagnostic situationnel de référence sera conduit sur le terrain avec tous les acteurs et validés à chaque niveau de consultation des acteurs. Cette étape vise à collecter sur le terrain et à analyser toutes les données en vue non seulement d’établir un bilan socioéconomique de la région mais aussi de faire une cartographie de toutes les infrastructures socioéconomiques de base et toutes les potentialités naturelles de développement de la région. La cartographie utilisera les technologies les plus récentes disponibles pour ce type d’activité.

Sur la base de ce diagnostic, une planification stratégique prenant en compte la dimension spatiale du développement, sera élaborée et validée par tous les acteurs aux niveaux central et régional.

Les acteurs concernés sur le plan technique sont (i) au niveau central, les ministères en charge du plan, du budget, des finances, de la décentralisation/déconcentration et les ministères sectoriels, (ii) au niveau déconcentré et décentralisé, les Gouvernorats des régions administratives, les Préfets, les Sous-préfets, les Maires, les services techniques déconcentrés, la société civile régionale, les Groupements et Associations locales, les partenaires techniques et financiers évoluant dans la région, le secteur privé notamment les entreprises exerçant des activités dans les régions.

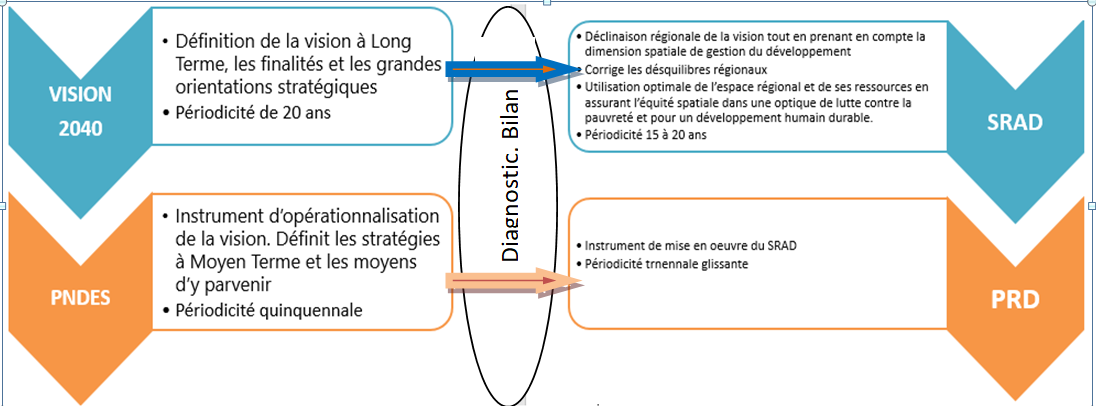
Pour démarrer le processus, une expérience pilote sera conduite dans une région choisie par le Gouvernement. Cependant, cette approche pilote ne devrait pas compromettre la célérité requise de l’exercice sur l’ensemble du territoire. Ainsi, trois mois sont envisagés pour la phase pilote dans une région (mise au point de la méthodologie, des outils et produits) puis une expansion sera faite sur toutes les autres régions dans les neuf mois suivants de manière à finaliser l’opération en douze mois maximum.

Le processus d’élaboration des PRD va se dérouler après la validation des SRAD. Ainsi pour chaque région, y compris la pilote, le processus sera enclenché immédiatement après validation de son SRAD. Il est important de noter que, comme prévu pour les SRAD, le processus d’élaboration des PRD sera participatif et inclusif en impliquant tous les acteurs et toutes les instances de pilotage et de coordination définis plus haut.

Pour appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre du processus d’élaboration des SRAD et des PRD, un Cabinet d’étude international ayant une expérience pertinente devra être recruté pour fournir l’expertise technique nécessaire à la réalisation de toutes les activités y afférentes.

Aussi, le Gouvernement mettra –t-il en place un Comité de pilotage présidé par le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI) et composé des ministères sectoriels clés dont le Ministère de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD), du PNUD, de la BAD et d’autres PTF intéressés et un Comité technique présidé par la Direction Nationale du Plan et de la Prospective (DNPP) et composé des BSD sectoriels.

Le SRAD va s’appuyer sur les orientations de la Vision 2040 et les acquis du PNDES 2016-2020. Le SRAD ne doit en aucune manière être en contradiction avec ces documents mais il doit au contraire les traduire au niveau régional tout prenant en compte la dimension spatiale de gestion du développement. Le schéma ci-dessous montre la relation entre les documents en question.



1. **ACTIVITES ET RESULTATS RECHERCHES**

L’élaboration des SRAD et des PRD est un long processus qui repose à chaque étape sur la réalisation de plusieurs séries d’activités tant au niveau central que déconcentré et décentralisé.

**De l’établissement du bilan ou diagnostic situationnel de référence**

Une revue documentaire est nécessaire et concomitamment une enquête et un entretien avec les acteurs au niveau central (ministères, PTFs, Société civile/ONG, Secteur privé) seront conduits pour collecter toutes les informations nécessaires concernant la situation socioéconomique des régions, les projets en cours et prévus y compris les investissements et leur financement. Cette opération peut se dérouler sur une durée maximale de deux (2) mois.

Au niveau déconcentré, une enquête d’une durée maximale de trois (3) mois sera menée sur le terrain pour notamment recueillir toutes les informations sur la région en vue de mieux cerner et définir les contraintes sectorielles spécifiques et les potentielles de développement de la région. Concomitamment à cette enquête, une équipe de spécialistes sera mobilisée pour effectuer la cartographie des infrastructures socioéconomiques de base existantes ainsi que les potentialités naturelles dans tous les secteurs de développement de la région. La cartographie est l’opération la plus lourde dans cette phase et demande une mobilisation importante de moyens logistiques et humains.

Le rapport bilan et le document cartographique constitue les principaux résultats recherchés dans au terme de cette phase.

**De la planification stratégique du développement**

Sur la base du diagnostic situationnel et des données collectées sur le terrain, la planification stratégique sera faite selon une approche territoriale du développement. Cette approche consiste à impulser sur chaque territoire de l’espace régional, un processus qualitatif, prospectif, évolutif, ajustable et modulable de transformation des structures économiques, environnementales, démographiques et culturelles. Elle repose principalement sur l’exploitation intelligente et rationnelle de toutes les ressources disponibles et les potentialités de la région.

Ensuite, le PRD qui est l’instrument d’opérationnalisation du SRAD sera élaboré et contiendra notamment le plan d’action prioritaire pour une période glissante de trois ans.

Le SRAD et le PRD comprenant le cadre stratégique d’intervention dans la région, les plans d’action global et prioritaire de la région sont les principaux résultats recherchés. Ces documents feront l’objet d’une campagne de vulgarisation auprès de tous les acteurs y compris les populations à la base.

Le tableau ci-dessous récapitule le chronogramme indicatif des principales activités.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **ACTIVITES** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** | **M** |
| **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** | **10** | **11** | **12** | **13** | **14** | **15** | **16** |
| **A** | **Instance de pilotage et de coordination** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **1.** | **Mise en place des instances de pilotage et de l'expertise technique** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1.1 | Création des Comités de pilotage aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1.2 | Création des Comités de technique aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1.3 | Réunion des Comités de pilotage aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 1.4 | Recrutement du Cabinet d'étude international |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **B** | **Elaboration du SRAD et du PRD de la Région pilote** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **2.** | **Bilan, diagnostic et perspectives** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.2 | Enquête au niveau central |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.3 | Enquête au niveau local |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.4 | Cartographie |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.5 | Traitement et analyse des données d'enquête |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.6 | Traitement et analyse des données cartographiques |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2.7 | Rédaction et validation du rapport bilan |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **3.** | **Cadre stratégique et aménagement du territoire** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.2 | Rédaction du SRAD provisoire |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.3 | Réunion des Comités de pilotage aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.4 | Atelier de validation et Rédaction du SRAD final |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.5 | Elaboration du PRD pilote |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.6 | Atelier de validation et Rédaction du PRD final pilote |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3.7 | Atelier bilan du processus pilote |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **C** | **Elaboration des SRAD et des PRD pour les régions restantes** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **4.** | **Bilan, diagnostic et perspectives** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.2 | Enquête au niveau central |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.3 | Enquête au niveau local |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.4 | Cartographie |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.5 | Traitement et analyse des données d'enquête |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.6 | Traitement et analyse des données cartographiques |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4.7 | Rédaction et validation des rapports bilans |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **5.** | **Cadre stratégique et aménagement du territoire** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.2 | Rédaction des SRAD provisoires |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.3 | Réunion des Comités de pilotage aux niveaux central et régional |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.4 | Atelier de validation et Rédaction des versions finales des SRAD |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.5 | Elaboration des PRD |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.6 | Atelier de validation et Rédaction des versions finales des PRD |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5.7 | Edition des documents et Vulgarisation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

L’étude est prévue pour une durée totale de seize (16) mois.

1. **GESTION ET SUIVI/EVALUATION**

Le Processus d’élaboration des SRAD et des PRD sera conduit sous le leadership du MPCI avec l’appui des PTF intervenant en Guinée. Comme indiqué plus haut, un Comité de Pilotage et un Comité technique seront mis en place au niveau central.

Au niveau déconcentré, un Comité régional de Pilotage composé des Gouverneurs, des Maires, de la Société civile et du secteur privé sera mis en place. Un Comité technique, présidé par la Direction régionale du plan et composé des Services techniques sectoriels, des Responsables des projets de développement de la région, sera également mis en place.

1. **BUDGET ET FINANCEMENT**

Le budget estimatif sur la base des premières réflexions est d’environ 2 Millions USD. Ce budget pourrait évoluer en fonction des nouvelles problématiques et analyses additionnelles à prendre en compte. Les partenaires seront sollicités pour leur positionnement afin d’apporter le financement nécessaire à la réalisation des différentes activités.

| **N°** | **ACTIVITES** | **MONTANT en USD** |
| --- | --- | --- |
| **A** | **Instance de pilotage et de expertise technique** | **410 000** |
| **1.** | **Mise en place des instances de pilotage et de l'expertise technique** | **10 000** |
| 1.1 | Création des Comités de pilotage aux niveaux central et régional | 0 |
| 1.2 | Création des Comités de technique aux niveaux central et régional | 0 |
| 1.3 | Réunion des Comités de pilotage aux niveaux central et régional | 10 000 |
| **2.** | **Expertise technique** | 400 000 |
| 2.1 | Recrutement du Cabinet d'étude international | 400 000 |
| **B** | **Elaboration du SRAD et du PRD de la Région pilote** | **350 000** |
| **2.** | **Bilan, diagnostic et perspectives** | **235 000** |
| 2.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional | 10 000 |
| 2.2 | Enquête au niveau central | 5 000 |
| 2.3 | Enquête au niveau local | 100 000 |
| 2.4 | Cartographie | 100 000 |
| 2.5 | Traitement et analyse des données d'enquête | 5 000 |
| 2.6 | Traitement et analyse des données cartographiques | 5 000 |
| 2.7 | Rédaction et validation du rapport bilan | 10 000 |
| **3.** | **Cadre stratégique et aménagement du territoire** | **115 000** |
| 3.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional | 5 000 |
| 3.2 | Rédaction du SRAD provisoire | 15 000 |
| 3.3 | Réunion des Comités de pilotage aux niveaux central et régional | 5 000 |
| 3.4 | Atelier de validation et Rédaction du SRAD final | 50 000 |
| 3.5 | Elaboration du PRD pilote | 15 000 |
| 3.6 | Atelier de validation et Rédaction du PRD final pilote | 5 000 |
| 3.7 | Atelier bilan du processus pilote | 20 000 |
| **C** | **Elaboration des SRAD et des PRD pour les régions restantes** | **1 195 000** |
| **4.** | **Bilan, diagnostic et perspectives** | **585 000** |
| 4.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional | 15 000 |
| 4.2 | Enquête au niveau central | 10 000 |
| 4.3 | Enquête au niveau local | 200 000 |
| 4.4 | Cartographie | 300 000 |
| 4.5 | Traitement et analyse des données d'enquête | 15 000 |
| 4.6 | Traitement et analyse des données cartographiques | 15 000 |
| 4.7 | Rédaction et validation des rapports bilans | 30 000 |
| **5.** | **Cadre stratégique et aménagement du territoire** | **610 000** |
| 5.1 | Réunion des Comités techniques aux niveaux central et régional | 15 000 |
| 5.2 | Rédaction des SRAD provisoires | 45 000 |
| 5.3 | Réunion des Comités de pilotage aux niveaux central et régional | 20 000 |
| 5.4 | Atelier de validation et Rédaction des versions finales des SRAD | 150 000 |
| 5.5 | Elaboration des PRD | 30 000 |
| 5.6 | Atelier de validation et Rédaction des versions finales des PRD | 150 000 |
| 5.7 | Edition des documents et Vulgarisation | 200 000 |
| **Total général (A + B + C)** | | **1 955 000** |

1. PNDES 2016-2020 [↑](#footnote-ref-1)
2. PNDES 2016-2020 [↑](#footnote-ref-2)
3. Le pays dispose désormais d’une loi Plan [↑](#footnote-ref-3)